

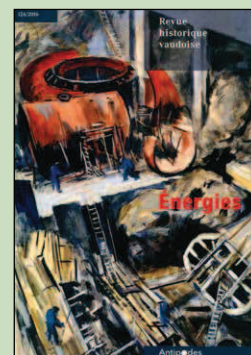
Au fil des revues

Energies vaudoises

« L'absence d'énergies fossiles dans le sol suisse a posé un problème constant d'indépendance énergétique » écrit Giuseppe Esposito dans l'introduction à ce dossier sur l'histoire de l'exploitation de l'énergie dans la région vaudoise. La publication annuelle de la Société vaudoise d'histoire et d'archéologie de Lausanne propose treize articles de chercheurs sur la Suisse francophone. La Suisse n'a en effet pas de pétrole et ses réserves de charbon exploitables sont désormais épuisées. L'épuisement des réserves fossiles au XIX^e a conduit à l'exploration d'autres

sources d'énergies comme l'énergie hydraulique, auquel ce dossier consacre plusieurs articles. Un intéressant article de Cédric Humair analyse les essais de mise en œuvre de la technologie de la traction ferroviaire pneumatique dans le canton de Vaud (1864-1877). Il s'agissait d'employer la force hydraulique pour comprimer l'air nécessaire à la traction. Ce projet a été abandonné pour des raisons financières, concurrencé par la traction électrique, plus développée à l'époque. Mais cet abandon n'est pas dû à des lacunes techniques, note l'auteur, qui remet en question « une vision fataliste d'une évolution technologique déterminée par la seule

logique interne des sciences et des techniques » (p. 169). « Prendre conscience que notre environnement technique est le résultat de choix sociaux passés, c'est se donner le moyen de questionner le bien-fondé de ces choix et de réfléchir à leur pertinence sociale actuelle ». Un bel exemple de cette prise de conscience est illustré en Suisse justement par la sortie du nucléaire décidée par le Conseil fédéral en 2011 après Fukushima – même si la date de sortie n'est toujours pas définie. Un article de Gérard Duc dresse l'histoire du mouvement antinucléaire de la Suisse romande.



Revue historique vaudoise, Editions Antipodes, n°124, 2016, 28 €.

Des pistes cyclables pour ralentir

La *Revue durable*, semestriel basé en Suisse, consacre un intéressant dossier sur le vélo dans les pays européens. L'article introductif montre qu'en France, le nombre de déplacements par jour en voiture diminue. L'explication ? La hausse du prix du carburant et sans doute une plus grande sensibilité environnementale des usagers. La part du vélo a triplé à Paris en dix ans. On est

encore très loin des répartitions qui prévalaient en 1940 même dans des villes comme Copenhague ou Amsterdam. Ce dossier cite une enquête réalisée dans plusieurs villes d'Europe dont la France: près de la moitié de la population interrogée rejette la dispersion spatiale des activités et souhaite réduire drastiquement ses déplacements quotidiens. Un article sur l'histoire du vélo à Amsterdam nous apprend que ce moyen de transport a, après la

guerre, été longtemps combattu par la municipalité de la ville et ne doit son développement qu'à la mobilisation de la population. Une « autoroute » pour bicyclettes est en construction en Allemagne, en Rhénanie du Nord, afin de relier dix villes et quatre universités. L'objectif ? Retirer 50 000 voitures de la circulation. Le coût d'une voie rapide pour vélos peut atteindre les deux millions d'euros au km, contre six pour l'autoroute classique.



La Revue durable, n°58, hiver-printemps 2016-2017, 12 €.

Environnement et citoyenneté

Etre écocitoyen peut-il changer le monde ? Le dossier de la *Revue des Sciences sociales* coordonné par les chercheuses Sandrine Glatron et Laurence Granchamp s'interroge et enquête sur ceux qui adoptent des pratiques écologiques au quotidien comme faire son potager bio, son compost, se déplacer à vélo, adhérer à une Amap... Ces petits gestes peuvent-ils produire un changement significatif ? L'article introductif du dossier de la *Revue des Sciences sociales*

remet en question l'efficacité, l'aspect militant et réellement subversif des gestes au quotidien du « colibri ». Car c'est justement l'engagement militant entendu comme engagement politique ou associatif qui est crise, souligne et regrette ce dossier. L'enquête sociologique auprès de jeunes professionnels montre le rejet de cette forme d'engagement. L'un d'eux, titulaire d'un master de sociologie travaille dans une ferme bio. Il est investi dans la vie locale mais se sent plus citoyen du monde que Français ou Européen.

Toutefois, il « rêve d'un monde où on est plus concerné par ses voisins directs que par des gens qui sont au bout du monde ». Cuire ses pois chiches au lieu d'acheter une canette de pois chiches est un « acte politique », affirme un autre (p.56). Face à un tel rejet de l'engagement politique classique analysé par Mireille Dietsch, la revue doute de l'impact de comportements écologiques individuels même nombreux, si des mesures politiques n'accompagnent pas ces changements.



Revue des Sciences sociales, Presses universitaires de Strasbourg, n°55, 2016, 23 €.